

L'ampleur du défi que posent l'exploitation et le travail des enfants ne devrait pas être sous-estimée. Des facteurs complexes, d'ordre social, politique et économique, doivent être pris en compte. Il ne suffirait probablement pas de mettre l'accent sur la législation nationale et sur une approche juridique de l'exploitation des enfants. La législation du travail s'applique au secteur formel, ce qui ne représente qu'une petite partie de la main-d'oeuvre enfantine et des travailleurs exploités. Il faut insister tout autant sur le secteur non structuré - celui des travaux domestiques ou de la petite agriculture, où le travail des enfants est plus courant. Enfin, il s'avérera peut-être impossible d'éradiquer entièrement l'exploitation des enfants, car les solutions efficaces supposent d'importantes modifications des attitudes sociales et du comportement humain.

Il est difficile d'agir à l'encontre du travail des enfants parce que cette pratique est enracinée dans l'organisation socio-économique et culturelle de nombreuses sociétés. Une évolution positive est possible, mais elle dépend principalement d'un engagement national et local qui soit appuyé/complété par une action internationale concertée. Dans certains pays, les comportements ne sont guère égalitaires. En Inde, par exemple, certains groupes sociaux estiment parfaitement acceptable que les enfants de basse caste travaillent, même s'ils s'opposeraient à ce que leurs propres enfants soient employés dans des conditions inférieures aux normes. Dès lors, il est malaisé de s'attaquer au travail des enfants, en particulier lorsque la classe politique dirigeante a un tel comportement.

Le développement économique n'est pas la panacée à l'exploitation des enfants. En réduisant la pauvreté, on réduit le nombre d'enfants susceptibles d'être exploités, mais on n'élimine pas le problème. Le monde dans son ensemble a connu dans l'après-guerre une croissance économique sans précédent. L'exploitation qui a cours dans les pays industrialisés ne peut être attribuée au manque de développement économique, ni qualifiée de seul choix des pauvres. En fait, toute la catégorie de l'exploitation ne saurait être justifiée en termes de développement. L'exploitation des enfants n'est pas non plus une simple question de répartition des revenus. En réalité, il s'agit d'une question plus vaste, qui dépend de ceux qui exercent le pouvoir politique et social ainsi que des fins qu'ils recherchent. Si les enfants sont exploités, c'est que les exploiters y trouvent leur intérêt. C'est une question de cupidité et d'égoïsme, qui tient au moins autant aux attitudes sociales qu'au niveau de développement économique, « car il faut surveiller non seulement les mauvais employeurs, mais aussi